



CSAL du 19 juin 2024 : Déclaration des élu.e.s CGT

Monsieur le Président,

Comme vous le savez, au regard de la situation politique que traverse notre pays, l'ensemble des organisations syndicales de la DGFIP a demandé la suspension du dialogue social.

Si nous siégeons aujourd'hui ce n'est que pour traiter de l'évolution de la situation de la direction de la gestion fiscale et foncière du recouvrement dont les agents, confrontés à un management autoritaire inacceptable depuis des années, sont en situation de souffrance psychologique.

Nous sommes donc là pour faire le point sur l'avancement des mesures prises par la formation spécialisée du CSAL du 4 mars 2024 à l'issue de l'enquête réalisée dans le service concerné.



Nous en venons à présent à notre déclaration proprement dite.

Lors du CSAL du 18 janvier 2024, les élu.e.s CGT déclaraient :

« Il convient de décrypter le discours du Président de la République et nous découvrons alors ce que ce gouvernement au service du capital nous prépare :

♦Pour les fonctionnaires, l'enterrement du statut (présenté comme un carcan et une rente), et l'instauration de la rémunération au mérite individualisée.

♦Nouvelle remise en cause des droits des chômeurs.

♦Nouvelle réduction des droits des salariés avec une seconde vague, après les ordonnances Macron de 2017, de mise en pièces du code du travail.

♦Augmentation sans précédent du budget militaire au détriment des budgets sociaux.

Et tout cela avec un président et un gouvernement minoritaire qui ne cessent d'user de l'article 49.3 (23 fois en 18 mois) pour faire passer leurs projets dans un abaissement continu du rôle du parlement et de la démocratie parlementaire.

La situation politique du pays, même si comparaison n'est pas raison, a un parfum des années 30 : affairisme, reculs démocratiques, remises en cause de libertés publiques, logique du bouc émissaire, loi immigration qui retranscrit des pans entiers du programme du rassemblement national.

*Une situation qui nous invite à rappeler la citation d'Antonio Gramsci qui, du fond des geôles Mussoliniennes, prévenait : « **un monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair obscur surgissent les monstres** ».*

La loi immigration de Macron-Darmanin-Le Pen en est une illustration. »

Le 9 juin dernier l'abstention et l'extrême droite ont atteint un record lors des élections européennes.

Cette tendance est à l'œuvre dans toute l'Europe mais la France est le pays dans lequel les listes d'extrême droite font le score le plus élevé et progressent le plus.

La CGT alerte, en vain, depuis des années. Emmanuel Macron en porte la première responsabilité. Il n'a cessé de dédramatiser le Rassemblement National, en reprenant ses thèses, et mène avec le patronat une politique sociale violente qui accrédite l'idée que la seule alternative serait l'extrême droite.

Macron/Darmanin n'ont eu de cesse de banaliser les discours racistes du rassemblement national, l'immigration constituant, selon les enquêtes d'opinion, la seconde « motivation » du vote RN après le sujet du pouvoir d'achat.

Ce président et ce gouvernement resteront dans l'histoire comme de véritables incendiaires, des « fascistes » comme les désigne le philosophe Frédéric Lordon, ouvrant les portes du pouvoir à un mouvement politique qui n'a gouverné la France que sous l'occupation nazie.

Encore hier le Président de la République s'est fendu de propos qui ne laissent finalement aucune ambiguïté, taxant le programme du Nouveau Front Populaire « d'immigrationniste. » et nous savons toutes et tous qu'il compte, en dépit du désaveu cinglant du scrutin du 9 juin, s'en prendre aux chômeurs le 1^{er} juillet et orchestre une véritable purge en matière de dépenses sociales alors que le principal poste de dépenses publiques du budget de l'état de 161 milliards par an, 30 % du budget, est au bénéfice des grandes entreprises et des ultra riches sous forme de CICE, CIR, d'exonérations et de niches fiscales et sociales diverses..

La haute fonction publique qui organise depuis des décennies le démantèlement des services publics n'est pas en reste dans l'échelle des responsabilités de la situation politique que vit le pays.

Il faut dire que celle-ci a perdu depuis longtemps la notion de fonctionnaire citoyen pour devenir un serviteur zélé des politiques néolibérales autoritaires.

L'hôpital public en phase d'effondrement, 125 000 lits d'hospitalisation supprimés en 30 ans, 1000 maternités fermées en 50 ans, destruction d'emplois publics et démantèlement des missions (inspection du travail, DGCCRF etc).

La DGFIP est une illustration parfaite de cette politique mortifère, 35 000 emplois détruits en 22 ans, des services de proximité démantelés sans accorder la moindre attention ni importance à la voix des populations et des élus locaux.

A cet égard M. le Directeur le zèle que vous avez démontré dans la mise en place d'un Nouveau Réseau de Proximité délétère est également, à l'échelle de notre département, la marque de fabrique de cette politique.

Compte tenu de la gravité du moment, le Comité Confédéral National de la CGT s'est réuni le 18 juin 2024 pour analyser la situation dans laquelle se trouve le pays et déclare :

« L'Extrême droite est en situation d'accéder au pouvoir pour la première fois de l'histoire de notre République – à l'exception de la période du régime de Vichy. Elle pourrait, ainsi, disposer des très larges pouvoirs que confère la Constitution de la 5ème République et s'en servir pour remettre en cause tous les garde-fous démocratiques : les médias, la justice, les organisations syndicales et la société civile et, ainsi, préparer son arrivée à l'Élysée en 2027.

Son projet repose toujours sur la « préférence nationale », avec des travailleuses et des travailleurs qui n'auraient plus les mêmes droits, en fonction de leur nationalité voire de leur origine.

Pour le monde du travail, les changements de pieds incessants du RN démontrent son imposturesociale. Jamais il n'affrontera le patronat, jamais il n'abrogera la réforme des retraites. Il a toujours refusé d'augmenter les salaires et les cotisations sociales.

Notre République et notre démocratie sont en danger. Les droits sociaux et les libertés syndicales sont menacés. Dès lundi 10 juin, la CGT a pris toutes ses responsabilités, en appelant à la mobilisation immédiate, à la constitution d'un front populaire et en participant à une réunion intersyndicale le soir même.

L'intersyndicale a appelé à de grandes manifestations qui ont rassemblé 680 000 personnes ce week-end. Plus de 800 000 personnes se sont mobilisées depuis dimanche 9 juin.

Cette pression populaire a permis de gagner l'unité de la Gauche sur un programme de rupture avec le néolibéralisme et le fascisme reprenant les 10 exigences de l'intersyndicale et de nombreuses revendications de la CGT.

Au vu de la gravité de la situation, le Comité Confédéral National considère que la CGT doit prendre ses responsabilités.

Le CCN considère que le programme du Nouveau Front populaire est celui qui répond le mieux aux attentes et aspirations des travailleuses et des travailleurs et qui ouvre le plus de possibilités de mobilisations gagnantes.

La CGT appelle les salariés, retraités et privés d'emploi à aller voter le plus nombreux et nombreuses possible les 30 juin et 7 juillet pour le programme du Nouveau Front Populaire.

La CGT mettra tout en oeuvre pour faire barrage à l'Extrême droite.

Face à un patronat déterminé à ne rien céder de ses richesses et de son pouvoir, seule la mobilisation populaire permettra de changer le rapport de force.

La CGT appelle donc les salarié-es et les retraité-es à continuer à se mobiliser partout et, notamment, le dimanche 23 juin prochain, à l'appel des organisations féministes et syndicales.

Les jeudi 20 et 27 juin, la CGT appelle les travailleuses et les travailleurs à multiplier les actions de grève sur leur lieu de travail pour faire aboutir leurs revendications.

Dès le lendemain du second tour, la lutte sociale continuera et la CGT y consacrera toutes ses forces pour gagner sur ses revendications.

Rien n'est écrit d'avance ! »